

<https://www.pressegauche.org/Le-FRAPRU-le-RAIQ-et-le-RGF-CN-presentent-la-Ville-de-Quebec-d-adopter-41279>



**Le FRAPRU, le RAIQ et le  
RGF-CN pressent la Ville de  
Québec d'adopter rapidement  
des politiques structurantes  
pour prioriser le logement  
social**



Date de mise en ligne : mardi 26 novembre 2019

- Politique québécoise - Politique -

---

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

---

**Alors que la Ville de Québec doit présenter incessamment son projet de politique d'habitation, le FRAPRU, le Regroupement pour l'aide aux itinérants et itinérantes de Québec (RAIIQ) et le Regroupement des groupes de femmes de la région de la Capitale-Nationale (RGF-CN) joignent leur voix. Les regroupements demandent à la Ville d'adopter sans tarder des politiques structurantes pour assurer le développement de logements sociaux, partout où il y a des besoins, notamment dans les secteurs convoités par les promoteurs immobiliers.**

Selon les groupes, le taux d'inoccupation qui continue de baisser, notamment dans les quartiers centraux augmente la pression sur les personnes itinérantes et les locataires à faible revenu, notamment les femmes locataires. Selon les plus récentes prévisions de la SCHL le taux d'inoccupation serait maintenant sous la barre du 3% à Québec et le resterait au moins pour les deux prochaines années.

Selon les regroupements, la rareté de logements locatifs, en particulier à prix abordable, aggrave sérieusement les problèmes de pauvreté et d'itinérance. Selon une commande spéciale du FRAPRU effectuée à Statistique Canada, lors du dernier recensement de 2016, 20 015 ménages locataires de Québec avaient déjà des besoins impérieux de logement, considérant qu'ils vivaient dans un logement trop cher, trop petit ou insalubre. Le revenu médian de ces ménages était de 17 890\$.

Pour Marie-Ève Duchesne, porte-parole des groupes du FRAPRU à Québec « Non seulement le bas taux d'inoccupation des logements force bien des gens à aller vivre dans un endroit inadéquat, mais il contribue à l'accélération de la hausse du coût des loyers ». Mme Duchesne rappelle que ces conséquences s'ajoutent à celles de la gentrification et de la spéculation immobilière qui chasse déjà des locataires à faible revenu de leurs quartiers. La dernière pénurie de logements, dans les années 2000, a d'ailleurs causé une hausse du coût des loyers qui a fait de Québec la région métropolitaine où le loyer moyen est le plus cher au Québec.

Le RAIQ croit que la cherté des loyers et la rareté de logements locatifs à prix abordables a un rôle à jouer dans l'augmentation de l'itinérance, visible et cachée, constatée à Québec. Les membres de l'organisme ont fait état d'un taux d'occupation des ressources d'hébergement de plus de 100% en 2018. « La prévention de l'itinérance ce n'est pas juste sortir les gens de la rue et intervenir dans l'urgence », souligne Jimena Michea, coordonnatrice du RAIQ. Selon elle, « pour prévenir l'itinérance, ça prend du logement social pour toutes les personnes qui n'arrive pas à joindre les deux bouts ».

L'explosion des demandes de femmes en situation d'itinérance constatée par le RAIQ n'étonne pas le Regroupement des groupes de femmes de la région de la Capitale-Nationale (RGF-N). En raison de leurs revenus moindres, les femmes sont encore plus nombreuses à avoir des problèmes de logement, souligne Annie-Pierre Bélanger du RGF-CN. L'impossibilité d'avoir accès à un logement adéquat engendre des conséquences particulièrement dramatiques pour plusieurs femmes, notamment sur leur sécurité physique et psychologique. C'est le cas de celles qui font appel aux maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence, souligne Annie-Pierre Bélanger : « Le taux de refus pour manque de place dans les maisons d'hébergement de la capitale a bondi de 77 % entre 2013 et 2017 ». « Dans plusieurs situations, l'accessibilité ou pas à un logement va influencer la décision des femmes de quitter un conjoint violent. Ne pas pouvoir quitter leur logement, c'est une atteinte à leur intégrité ! », dénonce-t-elle. Pour le RGF-CN, comme pour les autres regroupements, dans le contexte où le loyer coûte de plus en plus cher, le logement social est la seule solution pour les femmes en quête d'un logement sécuritaire qu'elles peuvent se payer.

Or, ces logements, qu'ils soient publics, coopératifs ou qu'ils appartiennent à un organisme sans but lucratif sont encore trop rares à Québec selon les organismes. Bien que les gouvernements supérieurs soient les principaux coupables de l'insuffisance des programmes actuels, la Ville de Québec a aussi un rôle à jouer, notamment dans la mise en place de leur nouvelle politique d'habitation.

Les membres du FRAPRU, s'inquiètent pour leur part de la spéculation suscitée par les projets de développement en cours, notamment le réseau de transport structurant qui risque d'accélérer la gentrification des quartiers qu'il traversera, notamment Saint-Sauveur et le Vieux-Limoilou. « Il faut dès maintenant prévoir des mesures fortes pour protéger les locataires à faible et modestes revenu » insiste Marie-Ève Duchesne. La première mesure selon les membres du FRAPRU est la création d'une réserve de terrains dédiés au logement social. « Avant que les rares terrains encore disponibles ne passent tous dans les mains des promoteurs immobiliers, la Ville doit réserver les terrains qui lui appartiennent et qui sont destiné au développement résidentiel à des fins de de logement social plutôt que les vendre à des promoteurs privés. Ces sites se faisant rares, la Ville doit également acheter des terrains et des bâtiments, comme le fait actuellement Montréal, avant que leur coût ne grimpe en flèche et les rendent inabordables pour les projets de logements sociaux » explique leur porte-parole.

Les trois regroupements notent par ailleurs que l'inclusion de logements sociaux dans les nouveaux développements privés ne peut se réaliser si on compte uniquement sur la bonne volonté des promoteurs immobiliers et demandent à la Ville de se doter d'un règlement obligeant tous les projets privés à inclure un pourcentage significatif de logements sociaux. Enfin, ils invitent la Ville à poursuivre ses pressions auprès des gouvernement supérieurs, comme le maire l'a fait durant la campagne électorale fédérale, afin d'obtenir des investissements plus ambitieux de leur part, autant dans le logement social que dans le soutien communautaire qui permet aux organismes de mieux accompagner les locataires qui en ont besoin.